

Réduire la bureaucratie – Nous nous battons tous les jours pour plus de liberté

Liberté, Cohésion et Innovation – par amour de la Suisse

La bureaucratie produit un lot absurde d'interdictions et de réglementations, ce qui limite notre liberté, met en danger la liberté individuelle et l'esprit d'entreprise. Nous voulons des règles plus simples et des procédures transparentes. Les interdictions inutiles, le paternalisme ainsi que l'excès de bureaucratie sont nuisibles. Au lieu d'introduire toujours de nouvelles lois, les réglementations existantes devraient être appliquées de manière plus cohérente.

1. Défis externes

- › Suppression du taux plancher de l'euro. La fluctuation des cours de change rend la planification financière pour les entreprises suisses difficile et le franc fort met la Suisse dans une situation concurrentielle désavantageuse.
- › Contrôle étatique toujours plus présent au sein de notre société au détriment de la responsabilité individuelle.
- › Intrusion de l'Etat - comme éducateur - de plus en plus importante dans la sphère privée et économique des citoyens, par exemple dans les domaines financiers, de l'éducation, de la santé et vis-à-vis du mode de vie.
- › Centralisation de la réglementation vue comme une solution à chaque problème (existant ou pas) qui conduit à l'affaiblissement du fédéralisme.
- › Surveillance et protection des données : une difficile balance entre les exigences liées à la sécurité et la protection de la sphère privée.

2. Liberté, Cohésion et Innovation

Liberté : la liberté permet aux individus de mener leur propre vie. Toutefois, cette liberté est de plus en plus menacée, l'Etat essayant de mettre les citoyens dans un moule - le PLR s'y oppose. Chacun doit pouvoir jouir librement de sa vie, tant que sa propre liberté n'empiète pas sur celle des autres. Cependant, une partie de la population semble prête à abandonner volontairement sa liberté à l'Etat. Elle en aurait assez des devoirs et des décisions à prendre, éléments intrinsèques à cette liberté. Aussi, la culture croissante de « l'envie » favorise la conformité et détruit la force et la diversité des libertés individuelles. Le PLR combat ce phénomène et revendique un mode de vie libre au lieu d'une mise sous tutelle étatique.

Cohésion : la cohésion exige que les individus prennent leurs responsabilités, pour eux-mêmes et pour la société. La responsabilité individuelle est l'un des piliers d'une société libre. Quand les citoyens, les politiciens et les entreprises agissent de façon irresponsable, vis-à-vis d'eux-mêmes, de la société ou de l'environnement, l'Etat est tout de suite appelé à la rescousse. Le PLR exige que les valeurs suisses comme la modestie et le service à la communauté soient préservées. Le PLR en appelle également aux entreprises pour qu'elles soutiennent le système de milice. Le PLR combat également toute ingérence étatique, par exemple l'obligation de suivre des cours pour la garde d'enfants par des proches. Les initiatives

personnelles et l'aide à autrui doivent rester simples. En Suisse, les individus résolvent les problèmes entre eux, sans recourir à l'Etat.

Innovation : des « interdictions de penser » étouffent le génie des chercheurs et bloquent le succès de la suisse. Afin d'apporter une contribution à l'innovation et de mieux l'exploiter, nous avons besoin de possibilités de recherches non bureaucratiques. Le PLR soutient l'innovation, qui permet d'améliorer le mode de vie de tout un chacun. De plus, la sphère privée doit être protégée.

La Suisse est un modèle à succès : notre prospérité est due à notre système libéral, à notre fédéralisme et au principe de s'attaquer aux problèmes là où ils se posent. Les solutions nationales – en opposition aux solutions cantonales – ne doivent être considérées que si elles apportent une réelle plus-value à la population. Cela a mené à des possibilités de développement et de choix du mode de vie. La diversité culturelle fait partie de notre histoire et nous savons, grâce au fédéralisme, que les problèmes doivent se résoudre à l'endroit où ils prennent racine. La Suisse n'a pas besoin d'une autorité centralisée, nous vivons la diversité à travers la cohésion.

L'engagement doit être attractif : trop souvent les entreprises qui sont en pleine expansion n'osent pas développer de nouvelles idées, car elles sont confrontées à une montagne bureaucratique. La création de places d'apprentissages relève, dans certains cas, d'un véritable parcours du combattant et cela malgré toute la bonne volonté des entreprises. Notamment lors d'incertitudes en matière de planification financière, dues au franc fort et à l'insécurité juridique par la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel sur l'immigration, la charge administrative des entreprises doit être réduite où cela est possible.

3. Nos exigences

Combattre la bureaucratie absurde

- › La culture de la responsabilité individuelle au lieu d'une surréglementation (par exemple pas de licence pour la garde d'enfants à titre privé et pas taxe sur les graisses)
- › Des lois compréhensibles, simples et efficaces comme droit fondamental
- › Un traitement non bureaucratique et rapide des dossiers par les administrations

Soulager les PME

- › Une gestion simplifiée des salaires, la libéralisation de l'enregistrement et de la réglementation de la durée du travail
- › Une réduction de la bureaucratie dans le domaine de la construction grâce à une harmonisation formelle (pas matérielle) des terminologies et des règlements du droit de la construction
- › Une obligation pour l'Etat de payer ses factures dans les 30 jours, sous peine d'être soumis à un intérêt de retard de 10%

Obtenir le système d'impôts le plus simple d'Europe

- › Une déclaration d'impôts simple comme un jeu d'enfant (Swiss Easy Tax) : simplification considérable du système fiscal
- › Introduction de l'impôt individuel
- › La TVA à 6% la plus basse et la plus facile d'Europe

Diminution du budget fédéral

- › Un programme d'abandon de tâches de l'administration de la Confédération pour atteindre une économie de 2,5 milliards de francs

4. Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › Suppression des restrictions absurdes concernant l'assortiment des stations-services (rejet du référendum en 2013)
- › Accélération des procédures d'asile (révision de la loi sur l'Asile) qui entraîne une réduction massive des coûts
- › Rejet de l'initiative de Gastrosuisse, qui n'aurait pas mené à des réelles simplifications dans le domaine tortueux qu'est la TVA
- › Lutte victorieuse contre l'introduction d'une consigne obligatoire sur les canettes et les bouteilles, mesure qui aurait provoqué une bureaucratie absurde
- › Engagement pour le remplacement du système bureaucratique de promotion pour la politique de l'énergie par un système d'incitation svelte et efficace